

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5276 - Lundi 18 janvier 2021 - Prix : 10 DA

Dix ans après la révolution  
**Nuit d'émeutes**  
dans plusieurs villes  
de Tunisie

Page 16

Regards

Face aux polémiques

# Tout est dans la transparence

Page 3

## Du nouveau sur le front libyen

Par Mohamed Habili

**R**éuni à Genève depuis quatre jours sous la présidence de l'émissaire par intérim des Nations unies, Stephanie Williams, le Comité consultatif libyen, un organe issu du Forum du dialogue politique, est censé parvenir dès aujourd'hui à un accord sur un mécanisme de sélection de l'Exécutif unitaire provisoire. A ce dernier reviendrait ensuite d'assumer les missions gouvernementales jusqu'aux élections programmées pour décembre de cette année. Le Comité consultatif est composé de 18 personnes représentatives des régions libyennes comme des courants politiques, et choisies parmi les 75 membres du Forum politique, pour servir de trait d'union entre celui-ci et l'Exécutif provisoire. Dans le même temps que se tenait la réunion de Genève, on a appris la désignation du Slovaque Jan Kubis comme nouvel émissaire onusien pour la Libye, un poste resté vacant depuis la démission de Ghassan Salamé, il y aura bientôt une année. Le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a pas été facile de trouver un remplaçant au diplomate libanais. Avant la nomination, à ce qu'il semble définitive pour ce qui la concerne, de Jan Kubis, trois autres noms ont été cités tour à tour pour le poste de chef de la Manul (la Mission de l'ONU pour la Libye), qui finalement ont été abandonnés : celui de l'Algérien Ramtane Lamamra, celui de la Ghanéenne Hanna Serwa Tetteh, et enfin celui du Bulgare Nickolay Mladenov.

Suite en page 3

## La campagne de vaccination avant la fin janvier

# D' Fourar : «Pour se prémunir du Covid variant, pas d'ouverture des frontières»



Ph/D. R.

Affirmant le maintien de la fermeture des frontières pour éviter la propagation du nouveau variant, le D' Fourar a détaillé, hier, le plan de l'opération de vaccination ainsi que les arguments du choix du vaccin anti-Covid-19, sans omettre le volet formation des responsables de la campagne de vaccination prévue pour la fin du mois en cours. Page 2

Chanegriha depuis la 3<sup>e</sup> Région militaire à Béchar  
**«Attention primordiale à la sécurisation de nos frontières»**

Page 2

Trafic de faux billets de banque à Béjaïa

# 263 700 euros saisis

Page 16

La campagne de vaccination avant la fin janvier

# Dr Fourar : «Pour se prémunir du Covid variant, pas d'ouverture des frontières»

■ Affirmant le maintien de la fermeture des frontières pour éviter la propagation du nouveau variant, le Dr Fourar a détaillé, hier, le plan de l'opération de vaccination ainsi que les arguments du choix du vaccin anti-Covid-19, sans omettre le volet formation des responsables de la campagne de vaccination prévue pour la fin du mois en cours.

Par Louisa Ait Ramdane

Le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus a tenu à rappeler que le relâchement de la population avait entraîné, en juillet dernier, un pic de 17 000 cas de contamination lors de la 1<sup>re</sup> vague et de 25 000 cas lors de la seconde, en novembre écoulé. D'où, martèle-t-il, la nécessité de «demeurer prudents» avant d'envisager toute réouverture des frontières. «Si nous ouvrons les frontières, nous risquons de recevoir le nouveau variant de Covid-19», a-t-il mis en garde, avant de préciser de «s'habituer à vivre avec le virus, en s'en tenant au strict respect des mesures de prévention».

L'entame de la campagne de vaccination anti-Covid en Algérie n'est qu'une question de jours. Elle débutera avant la fin du mois en cours, dès réception du premier lot du vaccin russe Sputnik V, indique le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus. L'Algérie réceptionnera le 1<sup>er</sup> lot du vaccin russe Sputnik V (500 000 doses), lequel sera administré obligatoirement en 2 doses pour la même personne avec un intervalle de 21 jours, a-t-il précisé.

Autrement, ce vaccin sera sans effet étant donné que chaque dose ne procure que 50 % d'immunité contre le virus, a-t-il clarifié, faisant savoir que le personnel de la santé sera la première catégorie de la population à en bénéficier, suivie des différents corps de sécurité, des citoyens âgés de 65 ans et plus puis des malades chroniques. S'en suivra, enfin, toute la population de 18 ans et plus, les essais cliniques entrepris dans le monde n'ayant pas concerné, à ce jour, celle en-dessous de cette tranche d'âge ainsi que les femmes enceintes, a-t-il argumenté.

Invité de la Chaîne 2 de la Radio nationale, Dr Fourar a d'autre part recommandé «un taux minimum de 60 à 70 % de couverture vaccinale pour réussir à stopper la circulation du virus». Et de rappeler qu'en sus des vaccins importés, l'Algérie bénéficiera du dispositif Covax de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), incluant 190 pays et garantissant à ces derniers de faire vacciner, à proportions équitables, 20 % de leurs populations respectives. «L'Algérie a opté pour des vaccins sûrs, avec une bonne innocuité et le moins d'effets secondaires, mais il faut aussi savoir que la campagne de vaccination durera un an ou plus. De ce fait, aucun pays ne peut mener sa campagne de vaccination avec un seul vaccin. En ce qui nous concerne, à chaque fois qu'il y a arrivage du vaccin, nous poursuivons la campagne», a-t-il souligné à ce sujet.

## Vaccins sans manipulation génétique

Afin de réussir cette campagne, la stratégie nationale de vaccination prévoit, entre autres, la formation des encadreurs de la campagne de vaccination qui débutera cette semaine, sachant que ces formateurs seront appelés à former, à leur tour, d'autres personnes au niveau local, a précisé Dr Fourar.

Détaillant le Plan de vaccination qu'il qualifie de «flexible et modulable», l'hôte de la radio a assuré que «tout le monde est prêt» pour mener à bien la campagne y afférente, d'autant plus que les vaccins choisis par l'Algérie sont «traditionnels, avec le même fonctionnement que ceux auxquels elle s'est habituée car n'ayant pas subi de manipulation génétique».

En plus de la chaîne de froid «disponible», la logistique liée à la campagne de vaccination s'appuiera sur les 8 000 centres habituels à une telle opération, a rappelé Dr Fourar, faisant savoir



que «d'autres pourront être mobilisés au niveau des hôpitaux, si nécessaire». De même que des équipes mobiles se déplaceront vers les zones d'ombre et enclavées du pays afin de faire bénéficier l'ensemble de la population du vaccin, a-t-il poursuivi, précisant que «toute personne vaccinée se dotera d'un carnet de vaccination, qui pourrait, à l'avenir, être exigé par certains pays lors de déplacements à l'étranger». Tout en rappelant que la vaccination «demeure la seule solution contre ce virus», le spécialiste a insisté sur le maintien du respect des mesures préventives que sont le port du masque, le lavage régulier des mains ainsi que la distanciation sociale, se félicitant de l'impact positif du confinement partiel, à nouveau reconduit dans nombre de wilayas du pays.

**SNPSP : «La réussite de la campagne de vaccination dépendra**

## de l'organisation»

Pour sa part, Lyes Merabet, président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), a estimé que la réussite de cette campagne dépendra d'une bonne organisation logistique, et ce, en associant tout les partenaires et les professionnels de la santé. Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, il a jugé le choix des autorités de mobiliser les structures de santé, notamment les polycliniques par rap-

port à la disponibilité de certaines commodités et de certains moyens, d'un peu exagéré pour cette opération, qui reste, selon lui, un simple acte vaccinal. «Ces dispositions pourraient entraver la bonne marche de l'opération de vaccination», a-t-il ajouté. Du fait de l'envergure de l'opération et le nombre très élevé des personnes concernées par la vaccination dans un premier temps, je pense, a-t-il dit, qu'il faut utiliser les salles de sport et les grands espaces publics, comme l'a fait l'Angleterre. **L. A. R.**

Bilan des dernières 24 heures

## Virus : 5 décès et 222 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 5 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus qu'hier (4), portant à 2 836 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse, avec 222 cas, soit 8 cas de moins par rapport au bilan d'hier (230), pour atteindre, au total, 103 833 cas confirmés. **R. N.**

Chanegriha depuis la 3<sup>e</sup> Région militaire à Béchar

## «Attention primordiale à la sécurisation de nos frontières»

Le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, Saïd Chanegriha, a mis en avant, hier, le «soutien du Haut Commandement de l'ANP à accorder une attention primordiale à la sécurisation de nos frontières nationales, suivant une stratégie homogène et une approche globale, traduite intégralement et avec rigueur sur terrain».

Le général de corps d'Armée, s'exprimant lors de sa visite de travail et d'inspection dans la 3<sup>e</sup> Région militaire à Béchar, a indiqué : «Nous œuvrons par cette action sincère et dévouée à poursuivre le renforcement des capacités du corps de bataille de l'ANP et fournir les conditions permettant d'élever sa disponi-

bilité, de façon à garantir l'amélioration et la promotion de la performance opérationnelle et de combat de l'ensemble de ses dispositifs et composantes, afin de pouvoir relever tous les défis».

Et d'insister : «Je dis tous les défis, quelle que soit leur nature», et ce «au service de l'intérêt suprême de l'Algérie et pour appuyer ses fidèles enfants attachés à son unité, sa souveraineté, son indépendance, sa sécurité et sa stabilité». Saïd Chanegriha affirmera la détermination des Algériens à mettre en échec «tous les desseins hostiles, qui, dans un passé récent, ont essuyé un échec cuisant en essayant d'employer le virus du terrorisme et d'en faire un autre moyen abject et destructeur

pour concrétiser des objectifs suspects et tendancieux».

«Des tentatives qui échoueront aujourd'hui et demain dans toutes leurs ignobles manœuvres», a-t-il assuré. Aussi, a-t-il ajouté, «en concrétisation de la vision éclairée et des orientations judicieuses de Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, que nous souhaitons revenir rétabli au pays dans les jours à venir, afin de poursuivre en compagnie de tous les patriotes fidèles, le parcours d'édification de l'Algérie nouvelle». Le général de corps d'Armée a affirmé par ailleurs que «la démarche patriotique authentique qu'adopte l'ANP, avec

dévouement et abnégation, afin d'être la digne héritière de ses ancêtres et demeurer le gardien fidèle et le protecteur dévoué de cette terre bénie, est en soi un immense honneur», note le communiqué du ministère de la Défense nationale.

Le général de corps d'Armée, lors de cette visite de travail, a procédé à «l'inspection de quelques unités de combat déployées le long des frontières et a dispensé un ensemble d'instructions et d'orientations à leurs commandants et personnels, visant à redoubler de vigilance et de prudence afin de contrer tous les fléaux et dangers», conclut le communiqué.

**Aomar Fekrahe**

Justice

# Le Syndicat des magistrats menace de reproduire le scénario d'octobre 2019

■ Dénonçant «les difficultés» que rencontrent les magistrats «dans l'exercice de leur profession» et «la situation socioprofessionnelle qui se détériore de plus en plus», le Syndicat national des magistrats brandit la menace de renouer avec la contestation comme en 2019.

Par Thinhinene Khouchi

Dans un communiqué publié quelques jours après une réunion qui a eu lieu jeudi dernier à Alger, le bureau exécutif du Syndicat national des magistrats (SNM) a dénoncé l'état «inquiétant» de la justice, à travers «les difficultés» que rencontrent les magistrats «dans l'exercice de leur profession» et «leur situation socioprofessionnelle». En effet, le syndicat a mis en avant «la situation difficile» des magistrats «dans l'exercice de leurs fonctions, notamment en ce qui concerne le volet procédural», mais aussi celui lié «au délai d'examen des dossiers judiciaires, ballottés entre la célérité étonnante et les lenteurs mortelles, constituant ainsi une atteinte à l'équité, un des principes fondamentaux de la justice. Ce qui complique davantage cette voie, c'est qu'elle émane de deux hautes juridictions, la Cour suprême et le Conseil d'Etat, exposant ainsi la justice à l'insulte et au sarcasme de la part d'un large spectre de la société (...). Continuer dans cette voie, c'est attenter à ce qui reste de la réputation de la justice». Pour l'organisation syndicale, la situation socioprofessionnelle des magistrats se «détériore de plus en plus en l'absence d'une quelconque concrétisation des engagements qui oscillent entre les lenteurs et la bureaucratie, cherchant à gagner du temps et des emplacements personnels». Le SNM met en garde contre le maintien de cet état de fait qui, selon lui, «augure une explosion



PH. R.

incontrôlable» et rappelle que «le scénario d'octobre 2019 n'est pas loin». Le représentant des magistrats brandit, en effet, la menace de reprendre la protestation si la tutelle ne répond pas favorablement aux revendications formulées, dont la nature varie, alors que celles déjà posées en 2019 refont surface. Le SNM n'écarte donc pas un remake de la contestation de l'automne 2019 qui avait défrayé la chronique politico-judiciaire dans le cas où les choses «resteraient en l'état». Il y a, en effet, dans le communiqué à valeur de préavis de contestation du SNM, des revendications à cataloguer dans le chapitre du socioprofessionnel, mais il y a aussi des points renvoyant à des dysfonctionnements qui «entravent le travail des juges» dans un contexte particulier. Des reproches qui ne manqueront pas, selon toute vraisemblance,

de susciter la réaction des parties évoquées et probablement celle du ministère. Sur le plan socioprofessionnel, le syndicat met en évidence une «dégradation de la situation», imputée, selon les termes du communiqué, «à la non-concrétisation des engagements de la tutelle». Une raison pour le SNM de reformuler son exigence «de gestes et actes de nature à soustraire la corporation des juges aux turbulences épisodiques» que traverse le secteur. Par ailleurs, le SNM a reproché à la tutelle «les entraves» contre l'exercice du droit syndical, citant également «des pressions contre les juges syndiqués», réclamant le droit de créer «des sections syndicales pour défendre les droits des professionnels». En outre, le SNM a annoncé la saisine officielle du ministre de la Justice pour «exiger une décision de séparation

des fonds des œuvres sociales des magistrats de ceux des autres personnels de la chancellerie, et ce, dans les meilleurs délais», précisant que les magistrats «ne bénéficient pas de ce service alors qu'ils cotisent plus que les autres». Enfin, le SNM finit par appeler les magistrats à «participer à l'enrichissement des textes de loi liés au secteur de la Justice», notamment le statut des magistrats, la loi organique portant organisation du CSM et celle du syndicat, «dans le but de consacrer l'indépendance de la justice dans le cadre de la nouvelle Constitution». En attendant de voir qu'elle suite va donner le SNM à son préavis d'action de protestation, il ne fait point de doute que les prochains jours et semaines seront agités, ce qui n'est pas sans rappeler tous les sujets de discorde entre les magistrats et le ministère de la Justice. T. K.

## Regards

Par Mourad Hadjersi

Une dizaine de jours que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a regagné l'Allemagne pour un second traitement, d'intox et surtout de manipulations quant à son dossier médical, cette fois-ci, une quasi accalmie s'observe dans la sphère «médiatico-politique», aucune supputation sur la santé du Président et pas la moindre information orientée ne vient chauffer les débats. La sérénité qui entoure la gestion de ce dossier, depuis quelques jours, est sans doute la résultante d'un savoir-faire en termes de communication qui a précédé son second voyage. En effet, il a suffi d'une intervention télévisée de quelques minutes, lors de laquelle le Président s'est adressé aux citoyens leur expliquant le pourquoi de ce second voyage ainsi que son état de santé, pour que tout débat spéculatif cesse.

## Face aux polémiques Tout est dans la transparence

En fait, tout est une question de transparence parce que c'est la seule qui éclaire tous les recoins et met un terme aux tentatives de manœuvres dans les situations délicates que peut traverser le pays. Nos gouvernants, et plus particulièrement les membres du gouvernement, doivent ainsi s'inspirer de la démarche qu'a entreprise le Président en communiquant avec ses compatriotes. Or, il n'y a pas une semaine qui passe sans qu'un ministre ou un haut responsable d'une institution ne sème la confusion et son corollaire, une polémique parmi l'opinion publique nationale. Dernière en date, ces deux derniers jours, tout un débat s'est enclenché suite à un simple message publié sur les réseaux sociaux par un jeune chanteur de raï, en l'occurrence Abdelkader Hibaoui, dit «Kader japonais», illustration parfaite d'un artiste de ce qu'on peut qualifier de musique «underground» qui se voit «honoré» de représenter «le patrimoine culturel national» et officialise sa collaboration avec le ministère de la Culture dans ce chantier. Et toute une cacophonie va suivre, le ministère dément,

puis, par la voix de Madame la ministre, Malika Bendouda, en personne, s'embarque dans des justifications ambiguës et fustige dans un message ce qu'elle appelle «intellectuels élitistes» !

Loin d'un jugement sur la décision en soi, qui aurait des fondements selon une logique spécifique au ministère de la Culture, c'est ce manque de transparence flagrant autour de cette éventuelle collaboration qui pose problème. Conséquence évidente : on glisse dans des «chamaileries» autour de la forme en oubliant le fond du débat, celui autour de ce qui peut être institutionnalisé ou pas, dans tout ce qui relève de la Culture. Et surtout, Madame la ministre est-elle obligée, à chaque décision, de descendre dans l'arène pour défendre ses choix ?

La dernière interrogation est à extrapoler sur pratiquement tous les autres ministères qui au gré d'une conjoncture «post-Hirak», se voient dans l'obligation d'intervenir sans prendre la peine de développer un véritable service de presse au sein de leurs départements. M. H.

## LA QUESTION DU JOUR

### Du nouveau sur le front libyen

Suite de la page une

S'agissant des deux premiers, tous deux Africains on l'aura remarqué, s'ils n'ont pas été retenus par le Conseil de sécurité, c'est du fait de l'opposition des Etats-Unis. Ceux-ci pour une raison encore mystérieuse ne voulaient pas d'un Africain à un poste réclamé à cor et à cri par l'Union africaine, une demande à laquelle le secrétaire général de l'ONU se montrait quant à lui particulièrement sensible, puisqu'il avait cherché par deux fois à lui donner droit mais en vain. S'agissant en revanche de la troisième nomination, celle de Madenov, si elle a tourné court elle aussi, c'est toutefois non du fait d'une opposition rencontrée au sein du Conseil de sécurité, mais de l'indisponibilité du concerné lui-même. Toujours est-il que durant ces 10 mois d'absence d'un responsable attiré à la tête de la Manul, celle-ci n'est pas restée les bras croisés à observer les développements de la crise libyenne. Elle aura au contraire, sous la férule de Stephanie Williams, multiplié les initiatives pour avancer vers sa résolution. Reste maintenant à savoir quelles sont les intentions du nouvel émissaire. Une interrogation qui revient en fait à se demander si son approche du dossier à lui confié sera dans le droit fil du chemin parcouru depuis la Conférence de Berlin en janvier 2020, ou si elle s'en écartera et dans quelle mesure. Impossible de s'en faire une idée plus ou moins précise avant que Jan Kubis ne les détaille lui-même publiquement. Ce qui ne devrait pas tarder. Tout ce qu'on peut en dire par avance, c'est qu'en ces matières, comme en beaucoup d'autres d'ailleurs, il y a toujours loin de la coupe aux lèvres. Dès après-demain, on devrait savoir sur quels critères seraient choisis les membres du nouvel exécutif libyen. C'est alors que commenceraient les vraies difficultés. Une chose en effet est de désigner d'autorité un nouveau pouvoir de transition, une autre d'amener les pouvoirs en place, qu'ils soient de droit ou de fait, à s'effacer devant lui. Et à attendre pacifiquement l'organisation des élections en décembre prochain, où chacun obtiendra pour ce qu'il vaut vraiment dans l'estime des Libyens, non pour ses soutiens étrangers ou pour les armes en sa possession. M. H.

# Benziane met en avant l'apport de la recherche scientifique à la relance de l'économie nationale

■ Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a mis en avant, samedi à Alger, le rôle de la recherche scientifique dans la relance et la diversification de l'économie nationale, jugeant nécessaire d'établir des accords de partenariat intersectoriels efficaces et répondant aux exigences du développement.

Par Ahlem N.

Intervenant lors de la Conférence nationale des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST), le ministre a précisé que le développement de la recherche scientifique et technologique requerrait le lancement d'un programme intégré visant notamment la réalisation de structures destinées aux laboratoires et centres de recherche en vue de regrouper les compétences et

## Batna/Daira de Ain Touta Caravane médico- sociale au profit des habitants des zones d'ombre

Une caravane médico-sociale a été organisée, samedi, au profit des habitants des zones d'ombre des quatre communes relevant de la daïra de Ain Touta (wilaya de Batna), à l'initiative de l'Établissement public de santé de proximité (EPSP) et de l'Établissement public hospitalier (EPH) de cette même collectivité.

Placée sous le slogan «La caravane de l'espoir 1», cette opération dont le coup d'envoi a été donné devant l'Office communal de la culture et du tourisme Cheikh Mahmoud-El-Abassi, au centre-ville de Ain Touta, a vu la participation du mouvement associatif et d'acteurs de la société civile, en sus de médecins généralistes et spécialistes ainsi que des infirmiers et des sages-femmes.

«Cette caravane de solidarité va sillonner toutes les zones d'ombre recensées à travers les communes de cette daïra», a déclaré le chargé de communication de cette caravane, D' Adel Bekhouche de l'EPSP de Ain Touta.

Le personnel médical et paramédical faisant partie de cette caravane, qui a fait halte en premier lieu dans la commune de Maafa, a procédé à des consultations spécialisées et prodigué des traitements aux patients, a précisé le même praticien, soulignant que cette action médico-sociale a été marquée par la distribution de couvertures, de matelas et de divers produits alimentaires aux personnes nécessiteuses.

Cette initiative sera suivie d'une opération similaire, selon ses organisateurs, d'autant qu'elle a été saluée par les habitants des zones ciblées.

R. R.

les équipements, et s'employer à aplanir les obstacles entre les établissements de l'enseignement supérieur et le secteur socio-économique».

Une telle démarche a pour but de «mener des recherches appliquées en mesure de contribuer à la relance et à la diversification de l'économie nationale pour couvrir différents domaines».

«Beaucoup reste à faire dans les divers créneaux de la recherche dans le futur, maintenant qu'il faudra s'orienter davantage vers l'environnement socio-économique en jetant des passerelles avec l'entreprise socio-économique et en intensifiant les liens entre les deux mondes via l'établissement, à bon escient, de partenariats et de conventions sous-tendant efficacité et satisfaction des besoins du développement économique», a-t-il expliqué.

Passant en revue certaines conventions signées entre son secteur et les départements de l'Industrie, des Mines ou encore de la Pêche, de la Poste et du Commerce, M. Benziane a fait état de contacts «perpétuels et féconds» avec d'autres secteurs et organismes en vue d'instaurer un maillage de liens intersectoriels «favorable à la relance et à la consolidation de l'économie locale».

L'objectif escompté, selon le ministre, est «le passage d'une recherche académique solide et fructueuse à une recherche appliquée plus efficace et plus efficiente», d'où l'impératif justement de «se mobiliser et de construire des ponts avec le secteur socioéconomique».

Le ministre a fait savoir que les investissements consentis par les pouvoirs publics pour la réalisation de structures de



Ph/D. R.

recherches répondant aux normes internationales au niveau des établissements de recherche, ont permis l'émergence de «centres d'excellence dans nombre de domaines de recherche», insistant sur l'impératif pour les acteurs des secteurs social et économique d'exploiter ces infrastructures.

«Il sera procédé, à compter de cette année, à la mise en œuvre des programmes nationaux de recherche dans les axes constituant une priorité dans le plan d'action du gouvernement concernant les secteurs de la sécurité alimentaire et énergétique et la santé du citoyen», a-t-il affirmé, rappelant que ces programmes quinquennaux portent sur la réalisation de près de 750 projets de recherche.

Des chercheurs relevant des centres de recherche, des éta-

blissements universitaires et d'autres secteurs, devront participer à la mise en œuvre de ces programmes, a indiqué le ministre, appelant les compétences nationales à l'étranger à adhérer à ce programme.

M. Benziane a relevé, par la même, l'existence de «lacunes et d'obstacles» entravant les chercheurs permanents, soulignant que leur traitement s'effectue à travers l'adoption d'une «évaluation permanente des dialogues et de la consultation avec les partenaires concernés, à savoir les représentants des chercheurs et des fonctionnaires».

Selon le premier responsable du secteur, les rencontres organisées avec les responsables des établissements de recherche scientifique en novembre dernier ont permis de déterminer les difficultés entra-

vant la stabilité des chercheurs permanents dans ces établissements, estimant que cette situation a donné lieu à «des difficultés supplémentaires pour les établissements de recherche scientifique qui pâtissent du manque d'encadrement en matière de recherche et peinent à attirer des chercheurs».

«Les moyens de traitement de cette question seront examinés prochainement», a-t-il poursuivi.

Par ailleurs, le ministre a mis en avant la position mémorable des centres de recherche et de leurs unités et laboratoires durant la crise sanitaire que traverse le pays en raison de la pandémie de Covid-19, en ce sens que les chercheurs ont fait montre d'un haut sens de nationalisme à travers leur mobilisation dans l'effort de lutte contre la pandémie.

A. N.

Musée du moudjahid de Tiaret

## Remise de 21 lettres et photos du chahid Adda Hamdani

Le Musée du moudjahid de la wilaya de Tiaret a reçu dernièrement 21 lettres et photos du chahid Adda Hamdani dit Si Othmane, condamné à mort par le colonisateur français lors de la glorieuse guerre de Libération nationale, envoyées alors à sa sœur Ghalia, a-t-on appris du directeur du musée, Khaled Betarcha. Ces 16 lettres et cinq photos du chahid Adda Hamdani, natif de la wilaya de Tiaret, ont été envoyées depuis les geôles de Tiaret et d'Oran en tant que condamné à mort par le colonisateur français, a-t-il indiqué. A l'occasion de la commémoration du 59<sup>e</sup> anniversaire de la mort du martyr Adda Hamdani, M. Betarcha a rappelé que le chahid a été brûlé vif, le 12 janvier 1961 à Oran, tout comme trois de

ses compagnons par la sinistre Organisation de l'armée secrète (OAS), soulignant que ces documents qui enrichiront les archives nationales ont été remis par la sœur du chahid, Stambouli Ghalia, au Musée du moudjahid.

Les lettres, envoyées par le martyr Adda Hamdani à sa sœur Ghalia, contiennent des informations sur son emprisonnement, notamment celles de son matricule de prisonnier et des moudjahidine et martyrs qui ont été incarcérés avec lui dans les prisons de Tiaret et d'Oran. La plus ancienne de ses lettres remonte au 7 février 1960 à Tiaret et la dernière au 13 décembre 1961 à la prison d'Oran, soit un mois avant son exécution de manière sauvage, a-t-on indiqué.

«Ces lettres sont d'une grande importance. Elles pourront faire l'objet d'études et de documentaires par des chercheurs pour mettre en exergue de nombreux faits historiques de ce combattant qui était commandant de la première division de la zone 7 de la Wilaya V historique», a-t-on souligné.

La famille du chahid a fait savoir qu'elle attend la publication d'un ouvrage sur la vie de Adda Hamdani, écrit par son avocat, Maître Mohamed Rahal, avec le soutien de la moudjahida Zohra Drif, en plus de l'adoption par la wilaya de Tiaret d'un projet de publication d'un autre ouvrage écrit par son compagnon et son adjoint, le moudjahid Haddou Bouabdellah.

Ansif G.

Tipasa

# Préparatifs pour le lancement du projet du Port du Centre avant avril

■ La wali de Tipasa, Labiba Ouinaz, a annoncé, samedi, la mobilisation des différents services concernés de la wilaya, à travers des préparatifs intenses, en vue du lancement «au mois d'avril prochain, au plus tard» du projet du Port du Centre d'El Hamdania à Cherchell.

Par Lina Gh.

«**L**a réalisation du projet devrait générer près de 150 000 postes d'emploi», a indiqué M<sup>me</sup> Labiba Ouinaz, dans un point de presse animé au siège de la wilaya, assurant que les différents services administratifs de la wilaya sont «mobilisés pour la finalisation des derniers préparatifs et mesures relatifs, entre autres, à l'expropriation et à l'indemnisation des propriétaires terriens, parallèlement au relogement d'un nombre de familles», a-t-elle dit, prévoyant le lancement du projet «au mois d'avril prochain, au plus tard».

La cheffe de l'exécutif local a signalé l'affectation, au profit du projet, d'une enveloppe de 6,281 milliards de DA pour la réalisation d'une zone logistique et industrielle, sur une assiette de 2 600 ha, en plus d'une ligne ferroviaire et d'une pénétrante pour relier Cherchell à l'autoroute Est-Ouest au niveau d'El Affroune (Blida).

Un montant de plus de cinq milliards de DA de cette enveloppe servira à l'indemnisation des personnes expropriées pour intérêt public, tandis que le reste est destiné à la réalisation de la zone sans citée et de la pénétrante, a-t-elle précisé.

La wali de Tipasa a tenu, à l'occasion, à rassurer les familles résidant actuellement sur le site destiné à l'implantation du projet, au nombre de 250, quant au fait que l'Etat «prendra en charge leur relogement dans le cadre de programmes de logements publics». «L'Etat n'abandonnera pas ses citoyens», a-t-elle affirmé.

M<sup>me</sup> Ouinaz a également souligné «l'intérêt économique et stratégique» de ce projet pour Tipasa, et pour toute l'Algérie, au vu notamment du «nombre des postes d'emploi directs et indirects (150 000) qu'il va générer», a-elle estimé.

Concernant l'impact du projet sur l'environnement et le secteur de la Culture, la même responsable a assuré que l'étude technique présentée dernièrement au siège de la wilaya a «pris tous ces aspects en considération».

«Nous œuvrons à être au diapason des préparatifs en cours à l'échelle centrale, car il s'agit d'un projet stratégique, et une coordination est en cours entre tous les intervenants», a-t-elle souligné.

Elle a également fait cas de propositions concernant les vestiges archéologiques présents sur l'assiette affectée au projet et dans son fond marin immergé, dont 24 canons de l'époque ottomane. «Le ministère de la Culture et des Arts va statuer à ce sujet», a-t-elle ajouté, assurant que la

décision qui en découlera «permettra de réaliser ce projet sans toucher aux vestiges culturels, en se basant sur les conseils d'experts en la matière».

M<sup>me</sup> Ouinaz a aussi signalé la «poursuite des études à ce sujet, même pendant la réalisation du projet, car il s'agit d'études complexes et minutieuses», a-t-elle dit, citant, à titre indicatif, sa demande de révision de la capacité théorique de production de la station de dessalement de l'eau de mer intégrée dans le projet de ce port, en la portant à 20 000 M<sup>3</sup>/J, au lieu de 10 000 M<sup>3</sup>/J.

Elle a également fait part de la publication, le 16 décembre 2020 sur le Journal officiel (JO), du décret exécutif portant création d'une Agence nationale de réalisation du Port du Centre de Cherchell, en tant que maître d'ouvrage placé sous la tutelle du ministère des Travaux publics, et déléguée pour le compte de l'Etat pour prendre en charge la gestion et le suivi de toutes les études et réalisation de ce port, son accompagnement et équipement.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait instruit, lors du Conseil des ministres tenu le 28 juin dernier, sous sa présidence, le Premier ministre de réétudier le projet du Port du Centre d'El Hamdania, dans la commune de Cherchell, avec le partenaire chinois «sur de nouvelles bases transparentes».

Le Président Tebboune avait instruit le Premier ministre de «prendre de nouveau contact avec le partenaire chinois et



P.V.D. R.

d'étudier le projet sur de nouvelles bases transparentes pour le soumettre une seconde fois au Conseil des ministres, dans un délai maximum de trois mois», a souligné le communiqué du Conseil des ministres.

Réagissant à l'exposé présenté par le ministre des Travaux publics sur le projet du port du Centre, le président de la République avait rappelé les pertes occasionnées par son retard de réalisation à l'économie nationale en général, l'objectif stratégique de ce port étant le désenclavement des pays africains sans accès maritimes avec ce que cela implique en termes

d'impulsion de la vie économique et de création d'emplois.

Le projet sera financé par un prêt à long terme du Fonds national d'investissement (FNI) et un crédit de la banque chinoise Exim-bank of China.

Cette infrastructure portuaire sera réalisée dans un délai de sept ans, mais sera progressivement mise en service dans quatre ans, avec l'entrée d'une compagnie chinoise, «Shanghai Ports», qui assurera son exploitation, selon les prévisions du ministère de tutelle.

La sélection du site d'El Hamdania, à l'est de Cherchell, pour l'implantation de ce projet

s'est faite sur la base des premières études techniques, ayant déterminé que cette zone est dotée d'un tirant d'eau (hauteur de la partie immergée d'un bateau) de 20 mètres, outre une large baie lui assurant une protection naturelle.

Ce futur port en eau profonde sera non seulement destiné au commerce national par voie maritime, mais aussi aux échanges à l'échelle régionale.

La structure comptera 23 terminaux d'une capacité de traitement de près de 6,5 millions de containers/an, avec 25,7 millions de tonnes/an de marchandises.

L. Gh.

Douaouda

## La station de dessalement «entièrement dédiée» à Blida à l'avenir

La station de dessalement de l'eau de mer à Douaouda (Tipasa) sera «dédiée entièrement» à la wilaya de Blida après la réalisation d'autres stations qui desserviront la wilaya d'Alger, a indiqué, jeudi à Blida, le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki.

«La wilaya de Blida bénéficiera, dans une première étape, d'un quota quotidien de 100 000 M<sup>3</sup> de la station de dessalement de Douaouda dès son entrée en service», a précisé le ministre dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite de travail et d'inspection à Blida, ajoutant qu'un quota de 200 000 M<sup>3</sup> de la même station sera consacré à la wilaya d'Alger.

«Après la réception d'autres unités de dessalement à Alger, la station de Douaouda sera dédiée entièrement à la wilaya de Blida», a-t-il fait savoir, soulignant que «cette mesure est à même de mettre fin au problème de perturbations en approvisionnement enregistré à Blida». La réception prochaine de plusieurs projets en cours de réalisation renforcera le

système d'approvisionnement de la wilaya en eau potable, a affirmé M. Berraki, rappelant qu'il s'était mis d'accord avec les autorités locales à renforcer le financement des projets prenant en considération les besoins futurs de cette wilaya en pleine expansion urbanistique, notamment avec la réalisation de pôle d'habitation tels que la nouvelle ville de Bouinan et les pôles de Sidi Sarhan et de Safsaf dans les hauteurs de Meftah (est).

Le ministre a entamé sa visite à la wilaya par le pôle d'habitation de Safsaf (Meftah) où il a écouté un exposé sur le projet de réalisation de la station de pompage n° 2 avant de se rendre à la station de traitement des eaux potables à Mectaa Lazreg (Hammam Melouane) où il a reçu des explications sur le projet de raccordement du pôle d'habitation Sidi Sarhan en eau potable.

Le premier responsable du secteur, qui a supervisé l'inauguration d'une station d'épuration des eaux usées à Ben Khelil (Boufarik), a donné des instructions pour aménager l'aval permettant ainsi aux agricul-

teurs d'exploiter ces eaux épurées dans l'irrigation de leurs terrains agricoles les prochains mois.

Par ailleurs, le ministre a ordonné l'installation d'un système de commande à distance pour pallier les problèmes de gestion, faisant savoir qu'il avait instruit l'entreprise de réalisation de réhabiliter et rénover le réseau d'approvisionnement en eau potable.

Soulignant le caractère national de l'entreprise «Seaal», le ministre a rappelé que l'opérateur étranger s'occupe de la gestion de ladite entreprise conformément à des marchés conclus entre les deux parties et qui arriveront à terme en août prochain. Désormais, des compétences algériennes se chargeront de la gestion de cette société au niveau de la capitale, a-t-il mis en avant.

La dernière halte du ministre était à Oued Chiffa où il a inspecté le projet de nettoyage du bassin de collecte des eaux, un projet d'importance capitale à même de couvrir les besoins de la population.

R. R.

Station de traitement et d'épuration des eaux usées de Timimoun

# Un projet vital pour la protection de l'oasis du Gourara

Le ministre délégué chargé de l'Environnement saharien, Hamza Al Sid Cheikh, a mis l'accent, vendredi à Timimoun (nord d'Adrar), sur l'importance du projet de station de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP) qui y est en cours pour la protection de l'oasis du Gourara et le renforcement de l'irrigation agricole.

Par May H.

Les eaux traitées de cette station pourront aussi être exploitées dans les activités des micro-entreprises environnementales et agricoles de jeunes, susceptibles d'être créées au niveau des périmètres agricoles avoisinants, a estimé le ministre délégué au deuxième jour de sa visite de travail dans la wilaya d'Adrar.

Le ministère de l'Environnement a mobilisé des financements conséquents sur différents programmes, pour la préservation de l'environnement et la lutte contre la pollution, a-t-il ajouté, soulignant que cette STEP aura, une fois en exploita-

tion, un impact positif sur la région dans les domaines environnemental et socio-économique.

M. Al Sid Cheikh a salué, en outre, les efforts déployés par les pouvoirs publics locaux en matière de protection de l'environnement saharien, à travers des projets environnementaux qu'il a eus l'occasion d'inspecter lors de cette visite de travail dans la wilaya.

La STEP, actuellement à 95 % d'avancement de son chantier, dont a bénéficié la wilaya déléguée de Timimoun dans le cadre du programme sectoriel de développement, couvre les besoins d'une population de 43 000 habitants, a-t-on fait



savoir.

Le projet vise à la fois la protection des nappes hydriques souterraines et de

l'Environnement, l'amélioration du cadre de vie des citoyens, la lutte contre les mauvaises odeurs, la prolifération de mous-

tiques et les maladies à transmission hydrique, en plus de la création d'emplois.

M. H.

## Arabie saoudite

### Un projet de construction d'une ville écologique décrié

Un projet de lancement, cette année, d'un projet de ville écologique «zéro carbone» en Arabie saoudite, qui sera construite en ligne droite sur 170 km pour un montant de 500 milliards de dollars, a été décrié par des Saoudiens notamment sur les réseaux sociaux.

Cette future ville, appelée «The Line», pouvant accueillir un million d'habitants, qui sera construite en ligne droite sur 170

km de long et qui préservera 95 % des zones naturelles, avait été annoncée dimanche dernier par le prince héritier saoudien, Mohamed Ben Salmane, dans une déclaration retransmise à la télévision.

«Pourquoi devrions-nous sacrifier la nature au profit du développement ? Pourquoi 7 millions de personnes devraient mourir chaque année à cause de la pollution (...) un million chaque année en raison des accidents

de la route ?», s'interrogeait le prince héritier tandis qu'il présentait «The Line» dans le cadre du projet de ville futuriste «NEOM», située au nord-ouest du royaume.

Il a ajouté qu'il serait possible de voyager d'un bout à l'autre de «The Line» en 20 minutes, laissant entendre la construction d'un service de transport ferroviaire à grande vitesse.

Cette future ville sera construite dans la cadre de la

«stratégie Vision 2030 visant à diversifier l'économie saoudienne et réduire sa dépendance au pétrole». «The Line» n'accueillera ni voiture, ni route, et la ville sera peuplée par un million d'habitants venant du monde entier», a-t-on précisé, a été conçue spécialement pour protéger l'environnement.

«Le projet doit voir le jour en ce début d'année et la ville devrait contribuer à hauteur de 48 milliards de dollars à l'écono-

mie du Royaume et créer 380 000 emplois», selon le communiqué de presse accompagnant ce lancement.

L'annonce de ce nouveau projet écologique, estimée à 500 milliards de dollars, a été toutefois décriée par des Saoudiens notamment sur les réseaux sociaux. En effet, alors que certains ont critiqué son coût faramineux, d'autres l'ont qualifié d'«inepte».

M. H.

## Déforestation

### 43 millions d'hectares perdus entre 2004 et 2017

Quelque 43 millions d'hectares de forêts ont été perdus sur les 24 «fronts» principaux de la déforestation dans le monde entre 2004 et 2017, selon un rapport du Fonds mondial pour la nature (WWF).

L'agriculture commerciale, qui défriche pour les cultures et l'élevage du bétail, est la principale cause de cette déforestation, notamment en Amérique du Sud, selon l'ONG. Le secteur minier, mais aussi les infrastructures, notamment routières, l'industrie forestière et l'agriculture vivrière, surtout en Afrique, sont aussi d'importants facteurs identifiés. Sur ces 24 «points

chauds» de la déforestation mondiale, 9 se trouvent en Amérique latine, 8 en Afrique et 7 en Asie-Pacifique. Ils concentrent à eux seuls plus de moitié (52 %) de la déforestation tropicale mondiale, selon l'ONG.

Les zones les plus affectées sont l'Amazonie brésilienne et la région du Cerrado au Brésil, l'Amazonie bolivienne, le Paraguay, l'Argentine, Madagascar, et les îles de Sumatra et Bornéo en Indonésie et Malaisie.

La région brésilienne du Cerrado est, par exemple, principalement affectée par le développement de l'agriculture, avec

une perte de plus de 30 % de sa surface forestière totale depuis l'an 2004 et 2017.

Par ailleurs, près de la moitié (45 %) des forêts restantes dans ces 24 zones ont subi des dégradations ou fragmentations, les rendant plus vulnérables, notamment aux incendies comme les méga-feux qui se sont multipliés ces dernières années.

Cette fragilisation met en danger les écosystèmes vulnérables que les forêts abritent, et donc les habitats de nombreuses espèces. Et favorise les contacts entre espèces sauvages et humains, et donc le passage à l'homme de maladies

d'origine animale (zoonoses), comme l'a illustré la pandémie de Covid-19. Les forêts sont également de très importants puits de carbone, permettant d'absorber une importante quantité des gaz à effet de serre émis par l'activité humaine.

Le rapport appelle les Etats et les acteurs économiques à lutter contre la déforestation, notamment en garantissant les droits des populations autochtones. Il appelle aussi les populations à éviter les produits favorisant ce phénomène, en modifiant notamment leur régime alimentaire vers moins de protéines animales.

L. O.

### Pourquoi le sel de déneigement pollue l'environnement ?

L'hiver est de retour : dès que les premiers flocons sont annoncés ou tombent, une armée d'engins est prête à «combattre» la neige et la glace sur la plupart des grands axes routiers. Leur arme : le sel, un déglacant pratique et peu coûteux mais qui pollue durablement les écosystèmes.

Aux Etats-Unis, le sel apparaît sur les routes du New Hampshire en 1938. Dès l'hiver 1941-1942, séduits par son faible coût et son efficacité, les pouvoirs publics en déversent déjà 5 000 tonnes à travers le pays. Depuis, l'augmentation est exponentielle et l'on estime qu'aujourd'hui, rien qu'aux USA, 20 millions de

tonnes de sel (60 kilos par tête) sont répandues chaque année sur les routes.

C'est un sel gemme extrait du sous-sol où les océans préhistoriques, en s'évaporant, ont laissé de gigantesques dépôts. Sa composition chimique est proche de celle du sel de table. L'Ohio, le Michigan, New York, le Kansas et la Louisiane, notamment exploitent d'énormes mines de sel.

Le sel, ou «chlorure de sodium», est en effet un excellent déglacant. Saupoudré sur la glace, il la disloque et la rend soluble car les ions sodium et chlorure inhibent l'agglomération des molécules d'eau et donc la

formation de la glace. C'est le phénomène de dépression du point de congélation, qui abaisse le seuil de température de congélation. Ainsi, il prévient la formation de verglas jusque vers -8° C. Et le sable ? Le sable, de moins en moins utilisé, permet d'augmenter l'adhérence des véhicules sur la neige sans pour autant la faire fondre.

Contrairement aux messages rassurants de professionnels du salage qui considèrent que le sel affecte très peu l'environnement et retourne en fine à la mer, les millions de tonnes de sel déversées chaque année sur l'environnement ont des conséquences notables et sérieuses au point

que les risques sanitaires et écologiques ne peuvent plus être ignorés.

#### Le sel pollue l'eau

Une étude publiée début 2018 recense que 37 % des zones froides et humides du nord-est des USA voient leur salinité, principalement imputable au sel répandu sur les routes, augmenter chaque année depuis 50 ans. Et les sources d'eau souterraines sont aussi menacées comme le montre une étude plus ancienne menée dans la région du Dutchess County, (Etat de New York) : 48 % des 125 puits analysés

dépassaient les seuils prescrits par l'EPA, et 20 % avaient des niveaux de concentration de sodium dangereux pour les personnes souffrant de tension artérielle.

Pour Paul Gallay, président de Riverkeeper et professeur associé de l'Earth Institute, «le sel n'est rien moins qu'une bombe à retardement pour l'eau douce. Les études montrent que le sel répandu il y a plusieurs décennies sur les routes, s'étant infiltré dans les eaux souterraines, commence à remonter dans les eaux de surface, d'où l'augmentation des concentrations observée».

Christophe Magdelaine / notre-planete.info

## Théâtre régional d'Oran

## Une série de monologues pour attirer plus de familles

■ Après l'ouverture des établissements culturels, chacun essaye de proposer ou de travailler sur un programme dont le but est tracé préalablement. C'est le cas du théâtre régional d'Oran qui travaille sur un projet intitulé «Théâtre de famille». Le but majeur de ce dernier est de renouer le contact avec les familles algériennes tout en proposant des productions théâtrales de qualité.

Par Abla Selles

En effet, c'est l'association culturelle «El Amel» d'Oran qui prend en charge ce projet en envisageant de présenter une série de représentations théâtrales du genre monologue. Ce travail cible les familles oranaises afin de les attirer vers les

### Nouveau film des frères Russo «Cherry» a son premier trailer

«JE ME demande parfois si j'ai pas vu à l'avance tout ce qui nous attendait. Et c'était un cauchemar». «Cherry», le nouveau projet des frères Russo, s'est dévoilé dans une première bande-annonce captivante ce jeudi 14 janvier. Ce long métrage, adaptation d'un roman semi-autobiographique du même nom, mettra en scène l'acteur Tom Holland.

Ce dernier, troque son costume de Spider-Man contre celui de Nico Walker, un aide-soignant de l'armée américaine. Souffrant de stress post-traumatique à son retour d'Irak, il devient accro aux opioïdes. Afin de financer son addiction, il se met à braquer des banques à Cleveland. Cette première bande-annonce s'ouvre sur une scène forte. Nico Walker se présente au guichet d'une banque et montre un billet sur lequel est inscrit sur la face avant «I have a gun» et sur la face arrière «This is a robbery». Une bonne manière pour les frères Russo de nous plonger d'entrée de jeu dans la vie tourmentée du personnage.

Le roman traite des horreurs de la guerre, de la dépendance à la drogue et a fait un carton aux États-Unis dès sa publication le 14 août 2018. Un démarrage en force qui lui a permis d'être aux portes du top 10 de la liste des best-sellers du «New York Times».

Le studio des frères Russo a obtenu les droits du roman en août 2018. Il sortira le 26 février prochain uniquement aux États-Unis pendant une durée limitée avant d'être diffusé dans le monde entier sur Apple TV+ le 12 mars 2021.

D. R.

salles de théâtre, nous a expliqué le président de l'association.

Le projet, qui s'insère dans le cadre du programme culturel élaboré par l'association «El Amel» pour l'exercice en cours, comporte 23 monologues dont «Nar fi imaratina» (Feu dans notre immeuble), «El Djenna wa nar» (Le paradis et l'enfer), «Algérien et fier» et «Professeur», a indiqué Mohamed Mihoubi, qui a souligné que ce projet vise aussi à contribuer à l'animation de la vie culturelle de la ville.

Il est prévu la présentation de ces œuvres produites par l'association «El Amel» dans son «Petit théâtre» à partir de la mi-février prochain, a fait savoir l'artiste dramaturge Mihoubi, notant que l'objectif assigné à l'initiative «Théâtre de famille» est de relancer le mouvement culturel à Oran et renforcer le lien des familles avec les salles de théâtre, tout en respectant les mesures préventives contre la propagation de la pandémie de coronavirus. Dans le cadre du programme culturel annuel, l'association «El Amel» compte encadrer des stages de forma-



tion dans le domaine du théâtre pour les jeunes par des universitaires spécialisés dans le quatrième art et des étudiants ayant bénéficié de stages de formation organisés auparavant par l'association.

Ces sessions permettront aux stagiaires d'apprendre les principes de base du théâtre, à travers plusieurs ateliers sur les techniques de la mise en scène,

de la récitation et de la présence sur scène, entre autres, et les métiers du théâtre, a-t-on souligné, signalant que chaque session profitera à 20 stagiaires.

Les stages de formation, soutenus par la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Oran, seront lancés conformément à l'accord devant être conclu avec l'association au mois de mars prochain, selon la

même source. L'association culturelle «El Amel» s'est lancée, depuis 1992, dans la formation théâtrale à Oran en encadrant des sessions au profit de plus de 1 000 jeunes dans divers métiers du théâtre. Son siège comprend une salle de théâtre créée en 2017 pouvant abriter une centaine de spectateurs. Elle a produit plusieurs œuvres théâtrales, a-t-on rappelé.

A. S.

## Théâtre régional de Constantine

## L'œuvre et le parcours de Abou Laid Doudou revisités

Le club théâtral «El Mizhar El Masrahi» de Constantine a repris samedi ses activités par une conférence dédiée au parcours littéraire de l'écrivain, traducteur et universitaire Abou Laid Doudou, à l'occasion de la commémoration de sa disparition le 16 janvier 2004.

«Le défunt a contribué à enrichir la langue et la culture arabes par ses multiples écrits de qualité», a affirmé l'écrivain Mohamed Zetili lors de la conférence dédiée à l'écrivain, tenue au théâtre régional

Mohamed-Tahar-Fergani, en présence d'intellectuels, d'artistes et de journalistes. Le conférencier a estimé qu'Abou Laid Doudou écrivait dans un style conjuguant élégamment l'ancien et le moderne tout en maîtrisant plusieurs langues tant vivantes qu'historiques (dont le latin), arrivant ainsi à lire dans leurs langues d'origine les chefs-d'œuvre de la littérature universelle, soulignant que «sa maîtrise à la perfection de la langue arabe a fait de ses traductions des œuvres de haute facture».

De son côté, Abdallah Hamadi de l'université Frères Mentouri (Constantine-1), a relevé que les écrits d'Abou Laid Doudou étaient essentiellement des traductions de et vers l'arabe, dont notamment «L'âne d'or» d'Apulée de Madaure, traduit en 2001.

Egalement poète talentueux, le défunt Abou Laid Doudou, né en 1934 dans la wilaya de Jijel, a traduit vers l'allemand certains de ses romans et des poèmes de poètes algériens contemporains.

F. H.

## Maison de la culture Abdelmadjid-Chafîf de Guelma

## De la poésie et une exposition de livres à découvrir

De jeunes créatifs ont organisé samedi, à la Maison de la culture Abdelmadjid-Chafîf de la ville Guelma, des lectures poétiques et des expositions de livres, de plats et de vêtements traditionnels, en présence de nombreux collégiens et lycéens.

Organisées à l'occasion de la célébration du nouvel an ama-

zigh 2971, ces activités ont été initiées conjointement par la direction de la Culture, l'Union des écrivains algériens, l'association El Moustakbel de la commune de oued Zenati et les clubs culturels «Tahadi El Kiraa» et «Assatir Edhad».

Des jeunes poètes et auteurs venus d'Alger, Skikda, Oum El Bouaghi, Constantine et Souk

Ahras, dont Rahim Bousalah (Alger) et la poétesse Suzanne Soukel (Souk Ahras), ont lu des extraits de leurs œuvres de poésie.

Pour sa part, Safia Mekhalifa, présidente du bureau local de l'Union des écrivains algériens, a estimé que cette diversité des activités, auxquelles ont participé des collégiens et des lycéens de

plusieurs établissements scolaires de la wilaya, exprime «l'authenticité du peuple algérien» et contribue, selon elle, à répandre la culture de la tolérance et de la paix. L'occasion a également donné lieu à la distinction de l'écrivain, poète et enseignant à l'université de Guelma, Miloud Guidoum.

M. K.

## Des suites du Covid

## Mort de Juan Carlos Copes, légende du tango

Le danseur et chorégraphe argentin, Juan Carlos Copes, légende du tango, est décédé ce samedi 16 janvier à 89 ans des suites de complications liées au Covid-19, a annoncé sa famille.

«Tout est allé très vite, mon père est mort... Il brillera toujours au milieu des étoiles et pour toujours dans l'histoire du tango dansé», a annoncé sur Facebook sa fille Johana Copes. L'octogénaire avait été

contaminé en décembre par le nouveau coronavirus. «Nous disons au revoir au grand Juan Carlos Copes, légende du tango dansé (...) chorégraphe, formateur de générations d'artistes et qui a apporté des spectacles de tango innovants au monde entier», a déclaré également sur Twitter ProTango Argentina, une des plus grandes associations de promotion du tango. Juan Carlos Copes, né le 31 mai 1931 à Buenos Aires, s'était rendu célèbre

pour avoir fait connaître le tango comme un style chorégraphique à part entière et amené cette danse populaire jusque sur les grandes scènes internationales.

Il avait formé un couple de tango légendaire avec Maria Nieves. Ils avaient été mariés de 1964 à 1973, mais avaient continué de danser ensemble jusqu'en 1997. «Je savais que j'avais trouvé mon Stradivarius», avait-il dit à l'AFP en 2016 en évoquant leurs débuts. Sa fille Johana a

suivi les traces de son père et a été pendant près de vingt ans sa partenaire de danse. Juan Carlos Copes avait mis fin à sa carrière en 2015.

«Il a brillé sur les enseignes lumineuses de Broadway et a été applaudi en Europe. Il a formé un couple de danseurs inoubliable avec Maria Nieves et a monté des spectacles uniques», a salué sur Twitter le ministère argentin de la Culture.

R. I.



## Afghanistan

# Deux femmes juges assassinées à Kaboul

■ Deux femmes juges travaillant pour la Cour suprême afghane ont été tuées par balle, à Kaboul hier matin, derniers en date d'une série d'assassinats ciblés qui touchent depuis quelques mois des figures de la société civile.

Par Mourad M.

«**M**alheureuseme  
nt, nous avons  
perdu deux  
femmes juges  
dans l'attaque d'aujourd'hui. Leur  
chauffeur est blessé», a déclaré à  
l'AFP Ahmad Fahim Qawem, porte-  
parole de l'institution.

Le meurtre n'a pas été revendiqué pour l'instant, mais le président afghan, Ashraf Ghani, a déjà accusé les talibans.

Les deux femmes se rendaient sur leur lieu de travail dans leur véhicule quand elles ont été attaquées par des

hommes armés, a précisé M. Qawem. Plus de 200 femmes juges travaillent pour la Cour suprême, a-t-il ajouté.

La Cour suprême avait déjà été la cible d'une attaque en février 2017, lors d'un attentat suicide visant une foule d'employés qui avait fait au moins 20 morts et 41 blessés. M. Ghani a imputé l'attaque d'hier aux talibans, qu'il a accusés de mener «une guerre illégitime». «Le gouvernement souhaite encore réitérer aux talibans que la violence, la terreur, la brutalité et les crimes (...) vont seulement prolonger la guerre dans le pays», a-t-il déclaré dans

un communiqué publié par le palais présidentiel.

Pour montrer leur volonté d'amener la paix en Afghanistan, les talibans «doivent accepter un cessez-le-feu permanent», a ajouté M. Ghani. L'ambassadrice britannique en Afghanistan, Alison Blake, a condamné une «attaque ciblée révoltante» contre les juges. «Nous condamnons cette attaque, et toutes les autres attaques contre des civils, et appelons à une enquête immédiate pour retrouver les coupables», a-t-elle écrit sur Twitter.

Le pays a été le théâtre, ces dernières semaines, d'une série d'assassinats ciblés de personnalités, dont des membres des médias, hommes politiques et défenseurs des droits humains.

De nombreux journalistes et activistes, inquiets pour leur sécurité, ont fui le pays. Les membres des forces de sécurité sont également souvent visés. Samedi, deux policiers ont été tués à Kaboul dans l'explosion d'une mine placée en bord de route à leur passage. Les assassinats ciblés sont rarement revendiqués, mais les autorités afghanes les ont imputés aux talibans, même si l'organisation Etat islamique en a revendiqué certains. L'armée américaine a, elle, imputé aux talibans pour la première fois la semaine dernière la responsabilité d'attaques ciblées. «La campagne talibane d'attaques et de meurtres non revendiqués ciblant des responsables gouvernementaux, des



leaders de la société civile et des journalistes doit (...) cesser pour que la paix puisse prévaloir», a écrit sur Twitter le porte-parole des forces américaines en Afghanistan, le colonel Sonny Leggett.

## Les talibans, eux, nient souvent être impliqués

Le double assassinat d'hier intervient deux jours après l'annonce par Washington d'une récente réduction des forces américaines en Afghanistan à 2 500 hommes, chiffre le plus bas depuis les attentats du 11-Septembre. Les talibans se sont réjouis de cette annonce, qu'ils ont qualifiée hier d'«avancée positive». En février dernier, l'administration du Président Donald

Trump a signé un accord avec les talibans qui entérine un retrait complet des troupes américaines d'ici à mai-2021 en échange de garanties sécuritaires.

Depuis, les insurgés attaquent les forces afghanes quasi quotidiennement dans les campagnes. En 2020, ils ont perpétré plus de 18 000 attaques, a affirmé la semaine dernière le chef des renseignements afghans, Ahmad Zia Siraj. La violence n'a fait qu'augmenter à travers la semaine ces derniers mois, malgré les négociations de paix en cours à Doha, au Qatar, entre le gouvernement afghan et les talibans. Ces pourparlers, débutés en septembre, avancent très lentement, et les deux camps tentent à présent de s'accorder sur l'agenda des discussions.

M. M.



## Commentaire

### Élections

Par Fouzia Mahmoudi

Pour les Palestiniens, le mandat présidentiel de Donald Trump a été un véritable cauchemar, avec la coupure des aides financières américaines, mais surtout avec la reconnaissance officielle de Jérusalem comme capitale israélienne, ainsi que l'élaboration par la Maison-Blanche et les autorités israéliennes du pire plan de paix israélo-palestinien imaginable. Aujourd'hui, avec Biden au pouvoir, les Palestiniens, même s'ils restent pragmatiques, espèrent un avenir moins sombre. Dans ce contexte, le Président palestinien Mahmoud Abbas a annoncé, cette semaine, l'organisation d'élections législatives et présidentielle en mai et juillet prochains, les premières depuis 2005, dans un contexte de rapprochement entre son parti laïc, le Fatah, et ses rivaux islamistes du Hamas. Le mouvement armé Hamas, au pouvoir dans la bande de Gaza, s'est félicité de cette annonce et a estimé que «le peuple palestinien a le droit absolu de choisir ses propres dirigeants et représentants». La dernière présidentielle palestinienne a eu lieu en janvier 2005 et les dernières législatives en janvier 2006, avant que les divisions intestines entre le Hamas et le Fatah ne figent la vie politique palestinienne. Abbas, chef de l'Autorité palestinienne basée à Ramallah en Cisjordanie occupée, a publié «un décret présidentiel sur la tenue d'élections générales en trois étapes», selon un communiqué publié en soirée par l'agence de presse officielle palestinienne Wafa. Les législatives sont prévues le 22 mai et la présidentielle le 31 juillet, d'après le texte. L'élection des membres du Conseil national palestinien, le Parlement de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), se tiendra le 31 août. En septembre 2020, le Fatah et le Hamas s'étaient entendus sur l'organisation d'élections «d'ici six mois», dans le cadre d'un dialogue entre les factions palestiniennes visant à unir leurs forces face aux accords de normalisation conclus, sous l'égide de l'administration américaine de Donald Trump, entre Israël et des pays arabes ces derniers mois. «Nous avons œuvré ces derniers mois pour surmonter les obstacles et parvenir à une telle annonce», a déclaré le Hamas dans un communiqué, appelant à des élections «libres où l'électeur peut s'exprimer sans pressions et sans restrictions, en toute transparence». Lors d'une rencontre avec le président de la Commission électorale Hanna Nasser à Ramallah, Abbas a demandé à la commission et aux organes gouvernementaux de «lancer une campagne électorale démocratique dans toutes les régions de Palestine, y compris à Jérusalem-Est», selon Wafa. Il n'était pas clair dans l'immédiat si Israël, qui occupe et a annexé Jérusalem-Est, secteur palestinien de la ville, autoriserait les habitants palestiniens à voter. Les Palestiniens ambitionnent de faire de la partie orientale de Jérusalem la capitale de l'État auquel ils aspirent. Mais Israël considère Jérusalem comme sa capitale «unifiée et indivisible». L'annonce d'Abbas «était très attendue, c'est une étape très importante pour lancer le processus électoral», a estimé Arif Jaffal, directeur de l'Observatoire de la démocratie et des élections du monde arabe Al-Marsad. Abbas, 85 ans, qui avait à plusieurs reprises promis la tenue d'élections, n'a pas indiqué s'il allait être candidat à sa propre succession. En 2005, après la fin de la seconde Intifada, le soulèvement palestinien contre l'armée israélienne, et la mort du leader historique palestinien Yasser Arafat, Abbas avait remporté la présidentielle. Un an plus tard, ses rivaux du Hamas ont remporté les élections législatives. Reste à voir si ce scrutin sera l'occasion d'un renouveau au sein de l'Autorité palestinienne et surtout si cela changera la donne avec les autorités israéliennes qui s'arcbutent sur le plan de paix de Trump. Peut-être qu'un changement serait envisageable si Benjamin Netanyahu quitte la tête de son pays et est remplacé par quelqu'un de moins extrémiste et buté. F. M.

## Séisme en Indonésie

### Les pluies torrentielles compliquent les recherches

Les pluies torrentielles compliquaient hier les recherches des éventuels survivants du séisme qui a fait au moins 73 morts et des milliers de sans-abri sur l'île indonésienne de Célèbes.

Mes grues et des pelles mécaniques ont été déployées dans les ruines des bâtiments dévastés de Mamuju, la ville la plus touchée par le tremblement de terre de magnitude 6,2 de vendredi matin.

Il a provoqué la panique chez les habitants de l'ouest de l'île, déjà dévasté en 2018 par un très fort séisme suivi d'un tsunami dévastateur qui avait fait 4 300 morts.

On ignore combien de corps sont encore sous les décombres, ou si des survivants y sont toujours pris au piège.

«Les pluies posent des difficultés supplémentaires car elles risquent de provoquer l'effondrement total de certains bâtiments endommagés, et les répliques aussi», a déclaré Octaviano, un secouriste de 37 ans qui, comme beaucoup d'Indonésiens, n'a qu'un seul nom.

Les engins lourds doivent en outre prendre toutes les précautions, car déplacer des débris trop rapidement peut s'avérer

fatal pour les personnes coincées en-dessous.

«Toutes les personnes que nous avons trouvées étaient mortes», a déclaré Octaviano. «Après plus de 24 heures, il est probable que les personnes ensevelies soient mortes».

Au total, 73 décès ont été recensés, selon les autorités. Un précédent bilan faisait état de 60 morts.

Des images aériennes de la capitale de la province de Sulawesi occidentale, une ville de 110 000 habitants baignée par le Déroit de Makassar, montrent quantités de bâtiments en ruine, parmi lesquels un hôpital ou le bureau du gouverneur.

Des milliers de personnes ayant perdu leurs maisons ont trouvé refuge sous des abris de fortune, généralement une tente recouverte d'une bâche.

Beaucoup disent manquer de nourriture et de couvertures. Des vivres et des équipements d'urgence ont été dépêchés sur l'île par avions et bateaux, et la marine a envoyé un navire médical pour suppléer les hôpitaux encore en fonctionnement.

Si des milliers de personnes ont perdu leurs maisons, d'autres ne veulent pas rentrer chez elles, par peur de répliques ou d'un tsunami comme en

2018. «C'est mieux de s'abriter au cas où quelque chose de pire arrive», explique un habitant de Mamuju, Abdul Wahab, réfugié sous une tente avec son épouse et quatre enfants, dont un bébé. «Nous espérons que le gouvernement pourra nous envoyer vite de l'aide, des vivres, des médicaments et du lait pour les enfants».

Près du seul hôpital de la ville encore relativement intact, un dispensaire a été créé pour accueillir les blessés, certains souffrant de membres cassés.

Parmi eux, Wawan, qui a été secouru par des voisins alors qu'il avait été enseveli sous les décombres. «J'étais traumatisé», a dit cet homme de 27 ans.

Initialement, il ne voulait pas aller à l'hôpital faire examiner sa fracture au pied. «Mais je me suis laissé convaincre quand j'ai su que les gens étaient traités à l'extérieur».

Inquiètes d'une éventuelle flambée de Covid-19 dans des campements surpeuplés, les autorités ont annoncé qu'elles allaient tenter de constituer des groupes de personnes en fonction des risques.

«La situation en Indonésie relève de l'urgence», a affirmé l'ONG Project Hope. «Le Covid-19 complique encore la réponse».





Mondial 2021 de handball

## Lourde défaite des Verts face à l'Islande

LA SÉLECTION algérienne de handball a concédé sa première défaite au Mondial-2021 qui se déroule en Egypte (13-31 janvier), en s'inclinant lourdement devant son homologue islandaise 24 à 39 (mi-temps : 10-22), en match comptant pour la 2<sup>e</sup> journée du tour préliminaire (groupe F) disputée samedi soir au Caire. En manque de solutions offensives et débordé en défense, le sept algérien n'a rien pu faire face aux assauts d'une équipe islandaise en mission après sa défaite lors de la 1<sup>re</sup> journée face au Portugal (23-25). Trop passifs en défense, les Algériens ont concédé 5 buts de retard après 10 minutes de jeu (10-05), sans pouvoir rivaliser en attaque avec plusieurs pertes de balle qui ont profité aux coéquipiers de Bjarki Mar Elisson (12 buts). Solide défensivement et appliqués en attaque, l'Islande boucle la première mi-temps avec 12 buts d'avance (22-10). Revenus avec de meilleures attentions en début de deuxième

période, les coéquipiers d'Ayoub Abdi (5 buts) sont parvenus à réduire l'écart à 9 buts, avant de reproduire les mêmes erreurs qu'en première mi-temps. S'appuyant sur les exploits individuels en attaque, notamment l'ailier Reda Arib (3 buts), mais trop fébriles défensivement, les protégés d'Alain Portes n'ont pas réussi à stopper les Islandais qui s'imposent avec 15 buts d'avance (39-24). Malgré cette sévère défaite, l'Algérie est quasiment assurée de passer au tour principal du Mondial égyptien, grâce à sa victoire lors de la 1<sup>re</sup> journée devant le Maroc (24-23), puisque les trois premiers du groupe sont qualifiés au prochain tour. Dans le premier match du groupe F, le Portugal a décroché sa deuxième victoire dans le tournoi en s'imposant devant le Maroc sur le score de 33 à 20. Lors de la dernière journée du groupe F, prévue aujourd'hui, l'Algérie défiera le Portugal (18h00), alors que l'Islande affrontera le Maroc (20h30).

Natation / Challenge international de Genève

## Amel Melih décroche l'or sur 50m nage libre

LA NAGEUSE algérienne Amel Melih, a remporté samedi la finale du 50m nage libre de la 54<sup>e</sup> édition du Challenge international de Genève (15-17 janvier), épreuve qualificative aux Jeux olympiques de Tokyo-2020 et aux Championnats du monde de la discipline. Avec un chrono de (26.04), la nageuse du club de Saint Priest (France) a devancé l'Italienne Federica Pelligrini (26.05) et la Néerlandaise Kim Bosh (26.49). Malgré cette consécration Melih (27 ans) a raté l'occasion d'effectuer les minimas pour les JO-2020 (25.51) et les Mondiaux (25.92). De son côté, son compatriote Abdellah Ardjoun a réussi à obtenir la

médaille d'argent du 200m dos avec un chrono (2:01.64), derrière le Suisse Romain Mitokov, qui a réalisé les minimas pour les JO-2020 avec un temps (1:57.39). A la faveur de cette performance, le nageur de l'ASPTT Alger a décroché sa qualification aux Mondiaux en petit bassin prévus aux Emirats arabes unis en décembre 2021, ainsi qu'aux Mondiaux en grand bassin prévus au Japon en mai 2022, en réalisant les minimas B. Les épreuves de la 54<sup>e</sup> édition du Challenge international de Genève se sont poursuivies hier avec la participation de Ardjoun dans l'épreuve du 100m dos et de Anis Djaballah sur 200m nage libre.

JS Kabylie

# Ça chauffe pour Mellal

■ Il semblerait que le président de la JS Kabylie, Cherif Mellal, ne bénéficie plus de la sympathie dont il jouissait auprès des supporters kabyles qui ne comprennent pas sa gestion cette année.



Mellal dans de beaux draps

Par Mahfoud M.

En effet, les fans des Canaris reprochent au boss du club sa décision d'écarter certains cadres du club tout en les remplaçant par des jeunes sans aucune expérience et qui ont besoin de beaucoup de temps de jeu pour s'affirmer avec l'équipe, d'où les résultats en dents de scie enregistrés par l'équipe en ce début de saison. L'instabilité a aussi touché la barre technique, avec de nombreux changements depuis son investiture comme président du club presti-

gieux qu'est la JSK. Cette saison seulement, le club est à son troisième entraîneur, après avoir consommé déjà deux techniciens, à savoir le Tunisien Zelfani et le coach Youcef Bouzidi qui a été débarqué pour avoir demandé à mettre les joueurs dans les meilleures conditions et payer leurs salaires. Le président de la JSK a enrôlé le technicien français Denis Lavagne qui a pris en main l'équipe depuis le match face à l'USMA. Les supporters ont donc décidé d'organiser une marche pour demander le départ du boss des Canaris, pensant qu'il n'a pas tenu ses

promesses, lui qui avait déclaré révolutionner le club qui allait jouer pour le titre, alors que ses actions n'augurent rien de bon, étant donné qu'il ne semble pas prêt à investir et donner une autre dimension au club. L'ancien dirigeant du club, Yarichène, lui, s'est dit prêt à reprendre le club et demande à Mellal de mettre le prix qu'il faut et de justifier ses dépenses, pour qu'il paye ses actions. Il a promis de monter une grande équipe qui serait capable de jouer le titre en peu de temps, en ramenant, surtout, les joueurs qu'il faut. M. M.

Ligue 1 (8<sup>e</sup> journée)

## Le MC Alger brille à Sétif, le CRB accroché

LE MC ALGER, vainqueur à Sétif (1-0) a été le principal bénéficiaire de la 8<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1 de football clôturée samedi. Le choc entre le CR Belouizdad et le MC Oran s'est terminé sur un nul (1-1), alors que la JS Kabylie, s'est rebiffée sur le terrain du WA Tlemcen (2-0). La surprise du jour est venue de Sétif, où l'intouchable leader sétifien a dû concéder à domicile sa 1<sup>re</sup> défaite devant son poursuivant immédiat, le MC Alger. Un but du défenseur Lamara (76'), permet au «Doyen» de réduire son retard à deux points, en attendant de livrer son match en retard face à la JS Saoura à Béchar, le 2 février prochain. Le MC Alger, auteur d'une 3<sup>e</sup> victoire en déplacement, reste invaincu, tout comme le champion d'Algérie en titre, le CR Belouizdad et le MC Oran, qui se sont séparés sur un score de parité sur le terrain du stade du 20-Août-1955. Les Belouizdadis ont été les premiers à ouvrir le score par l'inévitable Belahouel (22'), qui signe à l'occasion son 5<sup>e</sup> but de la saison, mais le MCO n'a pas tardé à niveler le score, quatre minutes plus tard par Nekkache, l'ancien joueur du... CRB puis du MCA. Le CRB et le MCO qui comptent (12 points) mais avec deux matches en moins pour le champion d'Algérie en titre, ont été

rejoints à la 7<sup>e</sup> place par la JS Kabylie qui est allée damer le pion au WAT (2-0). Deux buts du Libyen Al-Tubal (79' s.p) et Nezla (90'+1) ont effacé le dernier revers des «Canaris» à Tizi-Ouzou face à l'USM Alger (1-2), tout en enfonçant le Widad (18' - 4 pts) toujours à la recherche de son premier succès de la saison à l'instar de la lanterne rouge, le CABB Arréridj. Au stade Omar-Hamadi, l'USM Alger poursuit sa progression vers le haut du tableau en battant le RC Relizane (3-1). Cette victoire, obtenue grâce à un doublé de Hamza Koudri, la 3<sup>e</sup> consécutive après celles du NAHD (3-0) et de la JSK (2-1), redonne le sourire aux «Rouge et Noir» après un catastrophique début de saison. Le dernier match au programme de samedi s'est achevé sur un score blanc entre le NC Magra et le Paradou AC. Le NCM (18' - 5 pts), qui n'a plus gagné depuis la 1<sup>re</sup> journée, fait du surplace, alors que les Académiciens, continuent de collectionner les nuls (6) au total, pour une victoire et une défaite. Cette journée, entamée jeudi, a été marquée par l'exploit de l'O.Médéa, vainqueur sur le terrain de l'AS Ain M'Ilila (3-1), qui lui permet de se positionner à une excellente 5<sup>e</sup> place (13 pts), à une longueur seulement de sa victime du jour, l'AS Ain M'Ilila, qui a raté l'aubaine

de prendre seule la 2<sup>e</sup> place. L'autre exploit du jour est à mettre à l'actif de l'USM Bel-Abbès, victorieuse de l'US Biskra (1-0). Cette 2<sup>e</sup> victoire consécutive signée a été paraphée par le même joueur, Metref. A Béchar, la JS Saoura est venue à bout du NA Hussein-Dey par (2-1), au terme d'un match placé sous le signe des pénalités. L'ASO Chlef, qui recevait la lanterne rouge le CABB Arréridj, a dû attendre le temps additionnel pour s'imposer grâce à des réalisations de Maherzi (90+2) et Tahar (90+5). En revanche, le CABBA qui n'a engrangé que deux points en 8 matches, voit sa situation se compliquer un peu plus, notamment après le départ de son entraîneur, Bilal Dziri, et son directeur général, Nadir Bouznad. Six cartons rouges ont été brandis par les arbitres lors de cette journée à l'encontre de : Meftah (NAHD), Gaaga (CABBA), Boutahra (USMBA), Koupkou (CRB), Bensayah (JSK) et Chellali (WAT).

R. S.

### Résultats et classement :

NCM- PAC	0-0
WAT- JSK	0-2
CRB- MCO	1-1
ESS- MCA	0-1

USMA - RCR 3-1

### Jouées jeudi et vendredi :

JSMS- CSC	0-0
USB-USMBA	0-1
JSS-NAHD	2-1
ASO-CABBA	2-0
ASAM-OM	1-3

Pts	J
1. ES Sétif	19 8
2. MC Alger	17 7
3. JS Saoura	14 7
... AS Ain M'Ilila	14 8
5. O. Médéa	13 7
... ASO Chlef	13 8
7. CR Belouizdad	12 6
... MC Oran	12 8
... JS Kabylie	11 8
10. USM Alger	11 8
11. RC Relizane	9 8
... Paradou AC	9 8
13. USM Bel-Abbès	8 8
... JSM Skikda	8 8
... US Biskra	8 8
16. CS Constantine	7 7
17. NA Hussein-Dey	6 8
18. NC Magra	5 8
19. WA Tlemcen	4 8
20. CABB Arréridj	2 8

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Trafic de faux billets de banque à Béjaïa

## 263 700 euros saisis

UNE SOMME de 263700 euros de faux billets de banque de différentes coupures ont été saisis par éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra d'Amizour. "Deux individus natifs de Béjaïa et de Toudja âgés de 36 et 46 ans ont été arrêtés dans cette affaire", selon un communiqué de presse qui nous a été transmis par la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Tout a débuté par des informations parvenues aux services de police selon lesquelles des faux billets de banque en devise sont sur le point d'être écoulés par des individus à Béjaïa. L'enquête enclenchée par la police qui a donné lieu au contrôle d'un véhicule de marque "Renault Logan" au centre-ville de la commune d'Oued Amizour a permis la découverte de 11 faux billets de banque en coupures de 500 Euros chez un usager". Les investigations des ser-

VICES de police ont abouties aussi à l'identification du fournisseur des faux billets puis son arrestation alors qu'il roulait à bord de sa voiture à hauteur de la municipalité d'Oued Ghir à quelques encablures de la ville de Béjaïa et la découverte en sa possession après la fouille du véhicule d'une somme de 109050 euros de fausses monnaies européennes de différentes coupures.

La perquisition des domiciles des faussaires sis à Béjaïa et Toudja a, aussi, permis la saisie de faux billets de banque dont la somme est évaluée à 247250 Euros. Ces billets ont été retrouvés en différentes coupures dans des sacs en plastique. Après le bouclage de l'enquête, les deux individus ont été placés sous mandat de dépôt par le parquet pour les chefs d'inculpation de "trafic de fausse monnaie étrangère", précise la même source.

H.C.

Eau potable : une production de plus de 2,7 milliards m<sup>3</sup> en 2020

## ADE : 603 fuites/jour et 4 000 branchements illicites éliminés

L'ALGÉRIENNE des eaux (ADE) a produit, en 2020, plus de 2,7 milliards de mètres cubes d'eau potable pour l'approvisionnement des citoyens au niveau national, soit 7,3 millions de m<sup>3</sup>/jour, selon le bilan rendu public hier par l'entreprise.

Présentant son bilan pour l'année 2020, l'ADE a indiqué, dans une vidéo postée sur page Facebook, que plus de 34 000 travailleurs exerçant à tous les niveaux ont été mobilisés en vue de fournir de meilleures prestations aux citoyens. Afin de mettre fin au gaspillage de la ressource hydrique, l'ADE est intervenue en 2020 pour la réparation de plus de 220 000 fuites d'eau, soit 603 fuites/jour, tout en éliminant plus de 4 000 branchements illicites.

En 2020, il était question de parachever les travaux de réhabilitation du réseau dans cinq villes, sur une longueur de 264 km, outre la pose de plus de 206 000 compteurs pour réduire la facturation forfaitaire. S'agissant de l'entretien des installations hydrauliques, l'ADE a réalisé en 2020 plus de 4 100 forages, plus de 260 puits, plus de 2 000 stations de pompage et plus de 100 stations de traitement d'eau. Il s'agit, en outre, au cours de la même période, de la réalisation de plus de 8 100 réservoirs d'eau d'une capacité globale de 7,8 millions de m<sup>3</sup>, de 20 stations de déminéralisation et de 13 stations monobloc de dessalement de l'eau de mer.

Hania Y.

Naâma

## Saisie de plus de 108 quintaux de kif traité en une année

LES SERVICES des douanes de la wilaya de Naâma ont saisi plus de 108 quintaux de kif traité durant l'année 2020, a-t-on appris, hier, auprès de l'Inspection des douanes de la wilaya. La quantité de drogue a été saisie dans le cadre de plusieurs opérations combinées en coordination avec différents services de sécurité, a-t-on indiqué, faisant savoir que le traitement d'affaires de contrebande et de trafic de stupéfiants s'est soldé par l'arrestation de 60 personnes, qui ont été déférées devant les autorités judiciaires compétentes. L'Inspection des

douanes a enregistré une augmentation des quantités de drogue saisies par les agents des douanes durant l'année écoulée, par rapport à l'année 2019, lors de laquelle une quantité de 13 qx de kif traité a été saisie, selon la même source. Les brigades polyvalentes et mobiles relevant de l'Inspection des douanes de Naâma ont également enregistré, en 2020, la saisie de 8 472 bouteilles de boissons alcoolisées et 154 comprimés psychotropes, en plus de 36 véhicules ayant servi à la contrebande, a-t-on ajouté.

R. T.

## Les algériens face à la baisse du pouvoir d'achat



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

Dix ans après la révolution

## Nuit d'émeutes dans plusieurs villes de Tunisie

■ Dans la nuit de samedi au dimanche, la Tunisie a vécu des scènes d'émeutes qui ressemblent fort à celles observées pendant la révolution de 2011, il y a tout juste 10 ans. Pillage de magasins, pneus brûlés, caillassage et affrontements avec les forces de l'ordre ont duré jusqu'au petit matin.



Par Meriem Benchaouia

Ces troubles nocturnes et actes de violences ont été enregistrés dans plusieurs villes, dont Tunis, Sousse et Kairouan, selon des sources sécuritaires tunisiennes. En plein couvre-feu, des jeunes ont provoqué des troubles en mettant le feu à des pneus, en fermant les routes, en lançant des pierres contre les forces de l'ordre et en s'attaquant et saccageant des magasins et commerces privés ou établissements publics, ont

précisé les mêmes sources, citées par des médias locaux. Ainsi, des affrontements ont éclaté entre des jeunes des quartiers Ettadhamen et Al Intilaka, relevant respectivement des gouvernorats de l'Ariana et de Tunis, et les forces de l'ordre. Au cours de ces affrontements, les jeunes ont tenté de saccager un bureau de poste avant d'être dispersés. Quant au distributeur automatique de ce bureau, il a été détruit et pillé, selon les mêmes sources. Partout, les unités sécuritaires ont riposté en jetant des gaz lacrymogènes. Ces actions se sont passées simultanément aux gouvernorats de Tunis, Kairouan, Sousse, Monastir, Siliana et le Kef. Les heurts les plus sérieux se sont produits aux abords de Sousse, où la police a tiré des grenades lacrymogènes pour tenter de disperser des centaines de jeunes manifestants qui bloquaient des routes en incendiant des pneus et pillaient des magasins. D'après les mêmes sources, les unités sécuritaires relevant du district de la Sûreté

nationale à Kalaa Kebira, dans le gouvernorat de Sousse, ont réussi à mettre en échec un plan d'actes de vandalisme dans la région. Quinze jeunes hommes, dont des délinquants, ont été arrêtés et une dizaine de cocktails Molotov, des récipients de carburant ainsi que des armes blanches ont été saisis, rapportent les mêmes sources. Ces affrontements interviennent quelques heures après l'annonce par le Chef du gouvernement tunisien, Hichem Mechichi, d'un vaste remaniement de son gouvernement affectant douze ministères, notamment ceux de l'Intérieur, de la Justice et de la Santé. Ce nouveau gouvernement doit encore être approuvé par le Parlement. «L'objectif de ce remaniement est d'avoir davantage d'efficacité dans le travail du gouvernement», a déclaré Mechichi à la presse. Son directeur de cabinet, Walid Dhahbi, est proposé au ministère de l'Intérieur après le limogeage, début janvier, de l'ancien avocat Taoufik Charfeddine.

M. B.